

Les acteurs politiques burundais passés maîtres dans l'art de tourner en rond

PANA, 22 mai 2016 Bujumbura, Burundi - Les acteurs politiques burundais qui étaient allés enterrer la "hache de guerre" civile des années 1990-2000 sont pratiquement les mêmes à se retrouver à Arusha, en Tanzanie, depuis samedi, pour discuter des voies et moyens de sortir le Burundi d'une nouvelle crise majeure de ces 15 dernières années, rapportent les correspondants de presse sur place. [Photo : Vue partielle de l'assistance]

Depuis fin avril 2015, les acteurs politiques burundais sont à nouveau couteaux tirés et font craindre une nouvelle guerre civile consécutive à un profond malentendu sur un troisième quinquennat de l'actuel chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, jugé contraire à l'Accord de 2000 à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la Constitution, dans les milieux de l'opposition, de la société civile et jusque dans le camp du pouvoir. C'est avec un sentiment de "regret" que le président burundais de la transition, Domitien Ndayizeye, a dit sur les antennes de Radio France internationale (RFI), reçue à Bujumbura, se trouver à nouveau à Arusha pour la même histoire de crises politiques interminables dans son pays. "Nous n'avons pas d'autre choix que de revenir à la table des discussions pour soulager le peuple burundais de nouvelles souffrances", a expliqué, de son côté, Léonard Nyangoma, le chef historique de la lutte armée au Burundi. Léonard Nyangoma avait lancé la lutte armée à la tête du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) dans la foulée du putsch militaire de 1993 contre le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye. La guerre civile qui s'en est suivie n'a pris fin que grâce à la conclusion de l'accord d'Arusha sur la paix et la réconciliation, un lourd bilan d'au moins 300.000 tués et plus d'un million d'autres réfugiés. Le président de la ligue burundaise des droits humains, "Iteka" (Dignité, en langue nationale, le Kirundi), Ancharo Nikoyagize, est un des rares représentants de la société civile indépendante qui a combattu le troisième mandat présidentiel à avoir répondu à l'invitation du médiateur à se rendre à Arusha. Pour lui, le boycott de la rencontre d'Arusha par le Conseil national pour la défense de l'accord d'Arusha et la restauration de l'état de droit (CNARED, principale plateforme de l'opposition) n'augure rien de positif pour l'avenir immédiat du Burundi. La médiation a vu juste, aux yeux du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale pour qui le CNARED n'a qu'à s'en prendre à lui-même du moment mis en avant l'option de la violence armée comme solution à la crise burundaise. Le médiateur tente de rassurer et joue la prudence en réduisant, pour le moment, la rencontre en cours à une partie d'écoute des protagonistes de la crise sur le véritable problème burundaise. Jeudi prochain, les différents acteurs vont se parler après avoir convenu d'un agenda et de la liste des participants aux prochaines étapes du dialogue inter-burundais, dit-on du côté de la médiation qui n'exclut pas de se tourner vers le CNARED.